

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 04 février 2026 de l'établissement Etablissements E. Marzet et Compagnie implanté 7 rue Louis Blériot - ZI Nord 86100 Châtellerauld, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- Installations électriques – chauffage des bains - Référence réglementaire : **Arrêté Ministériel du 30/06/2006 article : 6-1**
- **Autosurveillance des émissions atmosphériques** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006 article : 26 et 35
- **Vérification d'usage de chromates par un utilisateur aval** - Référence réglementaire : **Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1**

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour les points de contrôle ci-dessous :

- Installations électriques – chauffage des bains - Référence réglementaire : **Arrêté Ministériel du 30/06/2006 article : 6.1**



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 27 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04 février 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Etablissements E. Marzet et Compagnie

7 rue Louis Blériot - ZI Nord
86100 Châtelleraut

Références : 2026 148 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007201378

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 février 2026 dans l'établissement Etablissements E. Marzet et Compagnie implanté 7 rue Louis Blériot - ZI Nord 86100 Châtelleraut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Etablissements E. Marzet et Compagnie
- 7 rue Louis Blériot - ZI Nord 86100 Châtelleraut
- Code AIOT : 0007201378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise est spécialisée dans la protection des métaux par traitements électrolytiques de surface.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26 et 35	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Vérification d'usage de chromates par un utilisateur aval	Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
3	Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
5	Équipement sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
6	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13
8	Déclaration des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 14/08/2007, article 2.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait installer un système de chauffage des bains par l'utilisation de deux pompes à chaleur en cascade afin d'écarter le risque d'incendie lié à l'utilisation des cannes électriques. Cet aménagement doit être porté à la connaissance du préfet.

L'exploitant doit également informer l'Administration du réaménagement des rejets atmosphériques et procéder à l'analyse des effluents (prestation prévue début mars 2026).

L'exploitant a fourni l'autorisation d'utilisation du Chrome VI, annulée le 20 avril 2023 par la cour de justice de l'union européenne. L'exploitant est invité à se rapprocher de son fournisseur pour vérifier que son usage est couvert par le dossier en cours d'évaluation par la commission européenne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, électriques

Prescription contrôlée :

I.-Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.

II.-L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les contrôles effectués.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Il porte également sur la détection des points chauds par un système de thermographie à l'infrarouge ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

Les dates et la nature des contrôles sont consignés dans un registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

III.-Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le rapport Q 18 du Groupe Prévention datant du 02 octobre 2024 fait état d'observations qui sont levées car elles n'apparaissent plus sur le dernier rapport datant du 01 octobre 2025 émis par le même organisme. L'exploitant confirme que les observations ont été levées suite aux travaux par le service de maintenance interne. Les dernières observations sont en cours de résolution, toujours selon l'exploitant.

Les deux rapports indiquent que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion.

Le rapport Q19 datant du 05 avril 2023 émis par l'Apave faisait état de 6 anomalies (points chauds).

Suite à des travaux de maintenance, le rapport Q19 datant d'avril 2025, émis par le nouveau prestataire Entreprise Deschamps Thierry, ne fait mention d'aucune anomalie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-1

Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage des bains

Prescription contrôlée :

<p><i>[...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. [...]</i></p> <p><i>Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique avoir installé par mesure de sécurité deux pompes à chaleur (PAC) en cascade afin de supprimer tous les chauffages de bains par cannes électriques, sauf pour les 3 bains dans des contenants métalliques qui nécessitent des températures de fonctionnement impossible à atteindre avec les PAC, soit 90 et 115 °C. Ceux-ci sont encore équipés de résistances électriques, sondes de niveau et coupures automatiques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir à l'inspection les détails de l'installation du système des pompes à chaleur en cascade.</p> <p>Ce porter à connaissance pourra être transmis par mail.</p> <p>Un registre où seront consignés les tests du bon fonctionnement de l'asservissement devra être mis en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Moyens de lutte incendie – moyens

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.</i></p> <p><i>I.-L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</i></p> <p><i>L'installation est notamment dotée :</i></p> <p><i>a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</i></p> <p><i>b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</i></p> <p><i>Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</i></p> <p><i>[...]</i></p>
<p>Constats :</p>

Sur le rapport Q4 datant du 3 juillet 2025 émis par Bosquet, reçu la veille de la visite, l'inspection avait remarqué que l'organisme de contrôle des extincteurs avait notifié avoir rechargé et/ou remplacé plusieurs extincteurs suite à un départ de feu survenu le 02 juillet 2025. L'inspection n'ayant pas été au fait d'un quelconque sinistre ou incident demande le jour de l'inspection des explications à l'exploitant. L'exploitant indique que des employés ont utilisé les extincteurs afin de circonscrire un départ de feu de l'autre côté de la chaussée, en face de l'entreprise, déclenché par un poteau EDF qui a provoqué des étincelles et mis le feu aux herbes sèches. Des traces sont encore visibles sur le grillage de la parcelle.

L'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences de la règle APSAD R4.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 26 et 35

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'article 26 de l'arrêté du 30 juin 2006 fixe les valeurs limite d'émission suivantes (en mg/m³) :

Acidité totale exprimée en H : 0,5 ;

HF, exprimé en F : 2 ;

Cr total : 1 ;

Cr VI : 0,1 ;

Ni : 5 ;

CN : 1 ;

Alcalins, exprimés en OH : 10 ;

NOx, exprimés en NO2 : 200 ;

SO2 : 100 ;

NH3 : 30.

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Cas particulier de l'attaque nitrique : NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.

L'article 35 de l'arrêté du 30 juin 2006 impose une mesure annuelle des concentrations annuellement.

Plan des rejets (Arrêté préfectoral du 14 août 2007)

Les points de rejet sont repérés sur un plan de l'établissement tenu à jour.

Constats :

Par mail du 16 février l'exploitant informe que le point de rejet n° 7 « CHROME » a été supprimé. Le dernier rapport date du 25 avril 2023 (8 points de rejet). Les concentrations sont conformes mais tous les paramètres listés ci-dessus n'ont pas fait l'objet d'une analyse. Seul le point de rejet n°8 « lignes PAL-NMO » a fait l'objet d'une analyse de tous les paramètres, hormis le CN (cyanures). L'exploitant confirme un manquement pour l'année 2024 et explique que le contrôle de 2025 a été annulé par ses soins afin de biaiser les résultats, en effet des travaux de réfection de sol (résine) étaient prévus.

Un contrôle est prévu dans un mois.

L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de respecter l'article 35 de l'arrêté du 30 juin

<p>2006 qui impose une périodicité d'un an entre chaque contrôle.</p> <p>Par mail du 16 février, l'exploitant a transmis le devis de Ginger Leces pour le contrôle réglementaire des rejets atmosphériques. Ces analyses auront lieu le 03 et 04 mars 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit respecter la périodicité et analyser l'ensemble des paramètres, réaliser les contrôles pour 2026 et fournir le rapport à l'inspection.</p> <p>L'exploitant justifiera la suppression du rejet n° 7 CHROME, sous la forme d'un porter à connaissance.</p> <p>Les rapports d'analyses seront accompagnés d'un plan à jour des points de rejet et des éléments justifiant, le cas échéant, l'absence de suivi des paramètres manquants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Équipement sous pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>[...] L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. [...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise un seul compresseur d'air comprimé CORDIVARI RC 24 de 900 L pour souffler les pièces en sortie de bains. Le tableau de suivi des vérifications annuelles est à jour. Le registre comportant toutes les données complémentaires a été analysé sur place par l'inspection. Y sont indiquées, la prochaine vérification annuelle, programmée le 26 août 2026 et la prochaine requalification prévue le 25 janvier 2029.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entretien des systèmes de désenfumage.</p>
<p>Constats :</p>

Les systèmes de désenfumage ont été contrôlés par Bosquet le 16 juillet 2024 et le 26 juin 2025. Tout est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vérification d'usage de chromates par un utilisateur aval

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1
Thème(s) : Actions nationales 2026, Autorisation chromates
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les informations disponibles, notamment un courrier du fournisseur en date du 5 juillet 2023, l'exploitant utilise du trioxyde de chrome sous couvert de la décision d'autorisation REACH du 18 décembre 2020 dite décision "Chemservice".</p> <p>Cette autorisation a été annulée le 20 avril 2023 par la cour de justice de l'union européenne.</p> <p>L'exploitant ayant omis de justifier son usage au titre de l'article 66.1 du règlement REACH susvisé pendant la période de validité de la décision européenne, cette notification n'est à présent plus possible.</p> <p>Dans la pratique, l'exploitant peut continuer à utiliser le trioxyde de chrome jusqu'à ce que la commission européenne rende une décision de refus définitif de la demande dite « Chemservice », ce qui devrait intervenir avant la fin de l'année 2026.</p> <p>D'ici là, la commission européenne devrait statuer sur une seconde demande "Chemservice", qui a été déposée depuis l'annulation de la décision du 18 décembre 2020.</p> <p>Il convient que l'exploitant s'assure auprès de son fournisseur que son usage sera couvert par la nouvelle décision d'autorisation qui devrait intervenir en 2026. Il est à noter qu'à ce stade, il est possible que les utilisateurs en aval tels que la Société Marzet soient nommément désignés dans la décision à venir ce qui renforce la nécessité pour l'exploitant de se rapprocher de son fournisseur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A titre préventif vis-à-vis de la demande d'autorisation REACH en cours pour le trioxyde de chrome, l'exploitant est invité à se rapprocher de son fournisseur pour vérifier que son usage est couvert par le dossier en cours d'évaluation par la commission européenne, notamment si les utilisateurs en aval devaient être nommément désignés par la décision à venir.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Déclaration des accidents et incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2007, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Outil de déclaration Incendie - Accident
Prescription contrôlée : <i>Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.</i>
Constats : L'inspection informe l'exploitant qu'une télédéclaration est désormais obligatoire, via le lien suivant : https://demarches.servicepublic.gouv.fr/pro_mademarcheDeclarationIncidentAccident/demarche?execution=e1s1
Type de suites proposées : Sans suite